

# Le conflit social au Maghreb a des implications internationales

Par Ann Talbot, 15 janvier 2011

Les manifestations qui se poursuivent en Tunisie et en Algérie menacent de se propager dans tout le Maghreb et, au-delà, d'englober le Moyen-Orient, où existent les mêmes conditions de pauvreté et d'insécurité.

Les prix de l'alimentation en augmentation exacerbent chaque jour un peu plus les tensions sociales dues à l'inégalité croissante et au chômage de masse, en particulier parmi les jeunes. La crise financière mondiale a mis le feu aux poudres en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Cela a entraîné un malaise croissant dans l'élite dirigeante internationale. S'exprimant à Doha, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a déclaré à l'assistance constituée de représentants des gouvernements et d'hommes d'affaires, « Dans bien trop d'endroits, et de bien trop de manières, les fondations de la région s'enfoncent dans le sable. »

Elle les a prévenus que les populations de la région étaient « fatiguées des institutions corrompues et d'un ordre politique qui stagne. »

Cherchant à calmer la colère populaire, en Tunisie, le Président Zein al-Abidine Ben Ali, proche allié des États-Unis, est apparu à la télévision jeudi et a promis de quitter ses fonctions à la fin de son mandat actuel en 2014. Il avait auparavant renvoyé son ministre de l'intérieur, libéré une partie des personnes arrêtées au cours des manifestations récentes et promis de créer 300 000 nouveaux emplois. Le gouvernement algérien a réduit le prix de l'huile et du sucre de 41 pour cent, à la suite des émeutes provoquées par le retrait des subventions accordées par l'Etat pour les produits alimentaires de base.

Alors même qu'il n'y a eu aucune manifestation en Lybie, les taxes ont été réduites sur les produits à base de blé, le riz, l'huile végétale, le sucre et le lait pour bébés. Le Maroc a introduit des aides pour la farine. La Jordanie a réduit les taxes sur le carburant et sur certains produits alimentaires.

Les États-Unis et l'Union européenne ont tous deux fait pression sur la Tunisie quand ils ont appris que la police était débordée par les manifestants dans la capitale, Tunis. Les ministres français se sont abstenus de critiquer publiquement la répression violente de Ben Ali contre les manifestations, qui a laissé un grand nombre de morts dans

de nombreuses villes. Ce n'est qu'après la mort d'un citoyen français que Paris a exprimé des inquiétudes sur l'usage d'une violence « disproportionnée. »

Pour la France, avec son importante population d'origine Nord-africaine, les manifestations en Tunisie et en Algérie ont des implications internes immédiates. On estime qu'il y a trois millions de Nord-Africains vivants en France. Le gouvernement est évidemment inquiet d'une possible répétition des troubles sociaux qui avaient affecté les banlieues de Paris et d'autres villes françaises en 2005. Un état d'urgence avait alors été imposé et le Président Nicolas Sarkozy, ex-ministre de l'Intérieur, avait ordonné des préparatifs pour la détention de jeunes en masse.

La pire crainte de l'élite politique est peut-être que l'explosion sociale en Tunisie et en Algérie puisse déclencher des manifestations similaires en Égypte – le géant de la région. Sa population de 77 millions d'habitants est plus du double de celle des autres pays d'Afrique du Nord et elle est bien plus pauvre que l'Algérie ou la Tunisie. 44 pour cent de la population y vivent avec moins de 2 dollars par jour et le libéralisme économique y a creusé le fossé entre riches et pauvres. L'année dernière il y a eu des manifestations politiques importantes contre l'état d'urgence qui perdure.

Les concessions qui ont été faites sont peu de choses. Alors même que Ben Ali promettait de libérer des prisonniers, le dirigeant du Parti communiste des ouvriers de Tunisie, Hamma Hammami, était capturé chez lui. Personne ne devrait jamais faire confiance à ces régimes corrompus, qui maintiennent toujours leur pouvoir par des méthodes d'Etat policier. Il faut au contraire tout faire pour que les manifestations se répandent dans les autres pays. Il n'y a aucune raison de les confiner à l'intérieur de frontières qui furent créées de façon arbitraire par le colonialisme.

L'explosion sociale en Tunisie et en Algérie et la réaction meurtrière de ces deux gouvernements démontre une fois de plus l'incapacité de la bourgeoisie nationale à se libérer réellement de l'impérialisme, ou même à commencer à répondre aux aspirations démocratiques et sociales des travailleurs et des paysans. Au contraire, la Tunisie est restée étroitement liée à la France, son ancien maître colonial, et est dirigée comme un fief autour de la « première

famille. » L'Algérie, qui a gagné son indépendance par une lutte de libération âpre, menée par le Front de libération nationale (FLN), s'est finalement retrouvée avec un régime tout aussi répressif et exploiteur. Le président Abdelaziz Bouteflika peut toujours invoquer les souvenirs des luttes passées, mais il ne le fait que pour légitimer le monopole de la bourgeoisie sur les richesses en pétrole et gaz naturel du pays pendant que le peuple meurt de faim.

Les syndicats ont tenté d'établir leur contrôle sur les manifestations mais uniquement pour les désamorcer. Le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), Abdesslem Jerad, avait fait campagne pour Ben Ali lors de la précédente élection présidentielle et affirmait que ce dictateur, qui interdisait aux autres candidats de se présenter, allait appliquer un programme de réformes bénéfiques. « Le mouvement de réforme mené par le président Zine El Abidine Ben Ali est un changement qualitatif dans le processus de construction d'une Tunisie moderne, » disait-il à l'époque.

Ben Ali allait garantir « une atmosphère de liberté et de stabilité, » promettait Jerad. Il avait accueilli favorablement la réhabilitation des syndicats et espérait collaborer avec le gouvernement.

Deux ans plus tard, Ben Ali et sa famille continuent toujours à piller l'Etat et le chômage grimpe. L'UGTT ne représente aucune alternative au régime présent, Il fait partie intégrante de ce régime.

On peut dire la même chose des partis qui se sont présentés eux-mêmes comme des alternatives de gauche. Le Parti communiste des ouvriers de Tunisie a appelé à « la formation d'un gouvernement national d'intérim » qui « établirait les fondations d'une nouvelle République vraiment démocratique qui garantisse la souveraineté du peuple, la liberté, la démocratie et le respect des droits de l'homme aussi bien que l'égalité, la dignité, et l'application d'une politique sociale et économique qui fournisse des emplois et les bases d'une vie décente pour nos fils et nos filles et élimine la corruption, le népotisme et la discrimination régionale. »

Mais comment cet « agenda démocratique » peut-il être mis en place quand la police et l'armée sont dans les rues ? Et sur quelle base cette liste de vœux pourra-t-elle se réaliser, et une démocratie authentique ainsi que l'égalité être établies, si on ne se penche pas sur la question fondamentale de savoir quelle classe sociale doit gouverner ?

Les travailleurs et les jeunes qui luttent contre la police dans les rues d'Algérie et de Tunisie sont engagés dans un combat à mort contre des Etats qui représentent les intérêts de l'élite locale et de l'aristocratie financière mondiale. Cette lutte ne peut pas se terminer simplement en mélangeant les cartes et en créant une sorte de gouvernement d'unité nationale qui continuerait à obéir à Washington, Paris et Londres. Les seuls gouvernements qui peuvent représenter authentiquement les intérêts de la grande masse de la population sont des gouvernements ouvriers, qui doivent se construire au cours de la lutte pour le renversement de tous les régimes dictatoriaux du Maghreb.

Pour atteindre ce résultat, il est nécessaire de former des organisations qui soient indépendantes des syndicats et des partis pseudo-gauchistes existants. Ce qu'il faut ce sont des comités d'action qui uniront les travailleurs, les jeunes, les chômeurs et les pauvres des campagnes dans une lutte commune contre l'élite politique et l'aristocratie financière. Ces comités doivent tendre la main aux travailleurs français et européens, tout en étendant la lutte commencée au Maghreb au reste de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

L'explosion sociale en Tunisie et en Algérie n'est que l'expression de tensions de classe qui s'approfondissent de par le monde dans le sillage de la plus grande crise financière que le capitalisme ait connue. Le prolétariat international a une puissance sociale immense. C'est la seule force qui puisse mettre fin au système capitaliste, qui est incapable de répondre aux besoins les plus élémentaires de la majorité de la population de la planète.

La question critique est de construire des partis révolutionnaires fondés sur la perspective de la Révolution Permanente--l'indépendance politique de la classe ouvrière pour diriger les masses opprimées dans la lutte pour le pouvoir politique et le socialisme contre l'impérialisme et la bourgeoisie locale. C'est la perspective historiquement soutenue par le mouvement trotskyste contre le stalinisme, le réformisme, et le nationalisme bourgeois. Elle n'est avancée aujourd'hui que par le Comité international de la Quatrième Internationale.

Nous demandons à tous les travailleurs et à tous ceux qui voient le besoin d'une réponse socialiste à la tyrannie, à la pauvreté, et à l'inégalité sociale de se joindre à la lutte pour construire des sections du CIQI en Tunisie et à travers le Maghreb et le Moyen Orient.